



Édito

Sénégal : le Wade mecum de la démocratie

Le 25 mars 2012 nous avons tous appris, par une information d'une importance décisive et que nous ne soupçonnions pas, -surtout les Sénégalais-: **Abdoulaye Wade est un grand démocrate**. En effet, cela aurait pu nous échapper. Le simple fait qu'il reconnaisse sa défaite lui assure, désormais, une place de choix au Panthéon des grands Hommes d'Afrique et chacun d'y aller de son petit couplet laudateur. Sarkozy, toujours dans les premiers quand il s'agit de faire une saloperie sur le Continent, déclare : *«En acceptant le choix de vos compatriotes vous apportez, une fois de plus, le témoignage de votre attachement à la démocratie. Quant à Bourgi il rivalise dans la flagornerie: «Votre geste d'hier, Président WADE, est fidèle à ce qui, tout au long de votre vie politique, a guidé votre réflexion et votre combat: le triomphe de la Démocratie».*

Il est vrai que Wade a suivi les mêmes voies démocratiques que ses congénères, tout aussi habités par les valeurs de liberté et de respect des droits humains, ce qui leur vaut un soutien sans faille du gouvernement Sarkozy. Quelques preuves? Les voilà! :

- Biya à organisé des élections à un tour pour être sur d'être élu, Wade à tenté de faire la même chose avec, il est vrai, moins de bonheur.
- Lors de l'élection présidentielle, Faure Gnassingbé à mis sur le marché des sacs de riz à 2000 FCFA et distribué des microcrédits non remboursables, s'il était élu. Wade, en voyageant à travers le pays, a lui aussi acheté les consciences, mais pas assez visiblement.
- Le Zimbabwéen Mugabe ou l'Ougandais Museveni mènent des campagnes anti-homosexuels, pour faire oublier leur bilan catastrophique; Wade, entre les deux tours, à suivi scrupuleusement leur exemple nauséabond.
- Omar Bongo s'était arrangé pour mettre son fils Ali au pouvoir, Wade n'a eu de cesse de faire de même avec son rejeton Karim.
- Joseph Kabila a organisé une répression sanglante contre les manifestants, Wade également avec un bilan de six personnes assassinées.

Pour ceux qui resteraient dubitatifs ou hésitants, ceux qui croiraient que Wade a reconnu sa défaite bien évidemment parce qu'il ne pouvait pas faire autrement du fait du score de son concurrent Macky Sall (65%) ou à ceux encore qui penseraient que la mobilisation des populations a mis sous contrôle le processus électoral l'obligeant à le respecter, nous leur disons qu'ils font fausse route. Bien sûr: Wade est parti, parce qu'il est comme les Deby, les Nguesso ou les Ouattara, **un grand dé-mo-cra-te; preuve en est, Sarkozy les a tous reçu en grande pompe à l'Élysée.**

La seule chose que l'on puisse regretter (sérieusement), c'est que le ridicule ne tue pas; d'un coup on aurait pu être débarrassé de toute la Françafrique!

Paul Martial

S
O
M
M
A
I
R
E

<ul style="list-style-type: none">• En bref Guinée équatoriale Mali: l'effet domino Zimbabwe Tchad• Françafrique Élections Française et l'Afrique Présentation du livre de Areva en Afrique• Nouvelles du continent Élections au Sénégal Situation au Maroc	<ul style="list-style-type: none">• Dossier Mali Situation après le coup d'État Focus sur les Touarègues• Initiatives et luttes Avenir d'Afriques en Lutte• Histoires-mémoires La répression de 1947 à Madagascar• Cultures Invention du Sauvage
--	---

GUINEE EQUATORIALE: Paris, paradis perdu des « biens mal acquis » ?



Bien que constants et méritoires, les efforts du Parquet qui, dans le système judiciaire français représente le gouvernement, se sont avérés vains pour empêcher, puis freiner et ralentir la marche de la Justice concernant les « *Biens Mal Acquis* » de quelques dictateurs africains.

Le fils de Teodoro Obiang Nguema, Ministre de l'Agriculture et des forêts dans le gouvernement de son papa, vient d'en faire les frais. Une instruction est ouverte à son encontre pour recel, blanchiment et détournement de fonds publics étrangers. Ainsi onze véhicules de luxe (Ferrari, Bugatti etc), du mobilier, des œuvres d'art pour une somme estimée à 40 millions d'euros, ont été mis sous séquestre le temps de l'enquête suite à la perquisition dans son Hôtel particulier de 5000 m2, dans le 16^e arrondissement.

La Guinée Equatoriale, troisième pays exportateur de pétrole de l'Afrique, est classée à la 178^e place sur 186 pour l'espérance vie, se rapprochant ainsi de la Somalie, ce qui illustre parfaitement le scandale de ces potentats africains qui s'accaparent des richesses du pays et mettent leur peuple dans une totale indigence. Mais l'affaire des « *Biens mal acquis* » met en lumière la mansuétude dont ils ont fait l'objet, en effet comment des sommes de telles importances ont pu être dépensées en France sans aucun contrôle alors que manifestement, une paye, fût-elle de Ministre, ne pouvait raisonnablement couvrir de telles dépenses

Paul Martial

MALI: l'effet domino

Grâce à Sarko, le cow boy du désert, Kadhafi a rendu l'âme comme un vulgaire bandit du western. La stratégie de l'impérialisme de défaire les dictateurs qui les gênent (après avoir servi leurs intérêts) finit en général par se retourner contre eux. En Libye, si le CNT n'a réussi qu'une seule chose au bout du compte : éliminer le maximum de noirs en Libye, les soutiens du dictateur libyen (dont des touaregs) ont réussi par contre à s'approprier une bonne partie de l'arsenal militaire de Kadhafi. A la fin des combats et après la chute de Kadhafi, ils se sont tout simplement dit : « on va continuer le combat ailleurs ». Et ailleurs pour les touaregs originaires du Mali, c'est le nord malien qu'ils réclament de longue date.

L'armée malienne n'a pas fait le poids face aux assauts des touaregs, aguerris aux combats et bien entraînés. Le nord du Mali, dont Tombouctou tombe rapidement entre leurs mains tandis qu'à Bamako, c'est la cacophonie. Un putsch destituaient Amadou Toumani Touré (ATT), accusé d'avoir laissé pourrir la situation et laissé les rebelles touaregs rentrer au Mali. Profitant de la situation, le MNLA et Ansar al din récupèrent une bonne partie du nord du Mali.

C'est bien la guerre en Libye qui est le point de départ de la situation chaotique du Mali. En voulant se venger de l'offense du dictateur libyen, Sarkozy par un effet domino a aussi participé à la déstabilisation du sahel. Au fait, il est où BHL ?

Moulzo

ZIMBABWE: la dictature recule



Le tribunal qui jugeait les six camarades de l'ISO (International Socialist Organisation), notre organisation sœur, du Zimbabwe, les a condamnés à deux ans de prison avec sursis et 420 heures de travaux d'intérêt général.

Rappelons que pour avoir organisé un débat sur le printemps arabe, la police de la dictature de Mugabe les avait accusés de trahison et ils encouraient la peine de mort.

La plupart des camarades ont été torturés, et l'un d'eux, David Mpatzi, est mort des suites de ses conditions de détention.

Indéniablement, les effets conjugués d'une accusation dont le dossier était vide et la solidarité internationale ont fait reculer la dictature de Mugabe qui, comme tous les dictateurs, voit d'un bien mauvais œil tant les révolutions arabes que les militants anticapitalistes de son pays.

Paul Martial

TCHAD: non à la loi du silence sur les crimes de Déby



Les troupes rebelles soutenues par le Soudan, au début de 2008, attaquaient le Tchad et arrivaient jusqu'à la capitale, N'Djamena, où elles seront repoussées in extremis par les forces armées d'Idriss Déby, cela grâce à l'appui de l'armée française, en collaboration avec Kadhafi qui fournira généreusement les munitions.

Mais, dans la foulée, Deby profitera des batailles de rues de N'Djamena pour

éliminer les opposants, notamment le premier d'entre eux, Ibni Omar Mahamat Saleh. L'émotion et le retentissement international furent tels que Deby s'était résolu à promettre une enquête indépendante et Sarkozy, le sauveur du régime, s'en était porté garant. Quatre ans plus tard, toujours rien, impossible même de savoir où repose le corps d'Ibni Omar Mahamat Saleh. C'est pour cela que sa famille a décidé de porter plainte au tribunal de grande instance de Paris.

Entre un dictateur, responsable d'innombrables violations des droits humains, et un opposant qui s'est toujours refusé dans son combat politique à utiliser la violence, Sarkozy a fait son choix, e qui le rend complice d'un gouvernement qui dépense l'essentiel des richesses, tirées du pétrole, en achat d'armes au détriment de son peuple et des générations futures .

Paul Martial

La Françafrique et les élections présidentielles françaises: d'une présidentielle à l'autre: 2007 / 2012

En ce qui concerne la Françafrique, « *Tout doit changer, pour que rien ne change* » : Nicolas Sarkozy avait fait sien il y a cinq ans, ce vieil adage, tiré du roman « Le guépard » de Giuseppe Tomasi di Lampedusa. Avant et pendant la dernière élection présidentielle de 2007, Sarkozy n'avait de cesse de promettre « la rupture » dans les relations entre la France et le continent africain. Il voulait, disait-il alors « mettre fin aux vieux réseaux » ainsi qu' « aux pratiques d'un autre temps ».

Ceci d'autant plus facilement, qu'il semblait réellement croire – pendant une certaine période en tout cas – que ces « vieilles pratiques » ne rapportaient plus rien d'important au capitalisme français. La présence militaire française en Afrique ? Une dépense lourde, qui coûtait trop cher en période d'économies budgétaires. Le soutien aux dictateurs africains ? Un gaspillage de moyens, vu la corruption et les pratiques clientélistes qu'entretiennent ces dictatures – et qui englobent aussi de l'argent. A quoi bon ?, se demandait alors Sarkozy au diapason de certains ultralibéraux, alors que ça ne rapporte plus tellement ?



25^{ème} sommet Françafrique

Les années suivantes allaient démontrer, cependant, que les choses ne sont pas tout à fait ainsi, en réalité. Dès le 25 mai 2007, Nicolas Sarkozy – élu président de la République le 06 mai et entré dans ses nouvelles fonctions le 16 mai – a reçu à l'Élysée le plus ancien des dictateurs de la Françafrique, Omar Bongo. Président du Gabon depuis... 1967 (et jusqu'à sa mort en juin 2009, avant que son fils Ali Bongo ne devienne son successeur), ce dernier était le « patriarche » des autocrates africains placés dans le giron de la France et une pièce-maîtresse dans le dispositif néocolonial. Ses amis Vincent Bolloré (sur le yacht duquel Sarkozy avait passé ses vacances « bling-bling » à partir du 07 mai 2007) , et d'autres capitalistes français de premier rang avaient dû expliquer à Nicolas Sarkozy que le « pré-carré » néocolonial n'était finalement pas sans importance pour le patronat français. Le vol des richesses et matières premières devait pouvoir continuer ! Or, Sarkozy connaissait déjà en réalité l'intérêt économique de « l'A-Fric » néocolonisée. La fille (et trésorière) du vieux Omar Bongo, Pascaline Bongo, était au premier rang du congrès de l'UMP qui « intronisait » le candidat Sarkozy, Porte de Versailles à Paris, le 14 janvier 2007.

Il n'en aura rien été donc de la « rupture » promise, au cours des cinq années passées. Un ministre de la Coopération qui voulait aller trop loin dans le sens de la « normalisation » française - sur fond d'idéaux libéraux -, Jean-Marie Bockel, a d'ailleurs été très rapidement chassé, début 2008. Sacrifié

directement à la colère d'Omar Bongo, qui n'avait pas hésité de se montrer menaçant dans la presse française. Son successeur, Alain Joyandet (qui sera à son tour écarté pour corruption dès l'été 2010), ira accompagner Claude Guéant, tout au début de son mandat, au palais d'Omar Bongo à Libreville. Un lourd symbole...



Nicolas Sarkozy et Paul Kagamé

Le seul changement partiel qui a vraiment eu lieu, dans la politique française, au cours du quinquennat sarkozyste concernait les rapports avec le Rwanda. Nicolas Sarkozy, conseillé sur cette question par Bernard Kouchner, avait eu l'intelligence politique de comprendre que ces rapports devaient être en toute urgence « déminés ». Persister à nier la réalité du génocide rwandais et/ou le rôle immensément négatif joué par la France, au printemps 1994, allait se révéler extrêmement contreproductif. L'accusation d'avoir participé, en soutenant le gouvernement génocidaire formé le 07 avril 1994, au dernier génocide du XX^e siècle allait resurgir dans la sphère internationale. Il fallait donc proclamer la « réconciliation » franco-rwandaise. Ce que fera Nicolas Sarkozy lors d'une visite, qui durera... trois heures au total, à Kigali fin février 2010. Le président en exercice n'aura alors pas reconnu de crimes commis par les dirigeants français, mais leur « aveuglement » et des « erreurs » aux conséquences graves. Tout en refusant « la repentance », tant de fois vilipendée par le président Sarkozy.

En janvier 2012, alors qu'il s'apprêtait à se présenter de nouveau à l'élection présidentielle – sa candidature n'était alors pas encore officiellement déclarée -, Sarkozy a prétendu publiquement (dans une interview à la revue « Politique internationale ») qu'il avait mis fin « aux réseaux occultes » et aux « intermédiaires douteux » entre la France et l'Afrique. Il cherchait ainsi à signaler, à nouveau, qu'il aurait prétendument mis fin aux pratiques de la Françafrique. Ce qui est évidemment faux comme l'auront montré ses cinq ans au pouvoir.



Les porteurs de valise rivalisent...

Quid des propositions de son principal concurrent, du candidat du Parti socialiste (et favori des sondages) François Hollande ?

Françafrique



François Hollande, candidat à la Présidentielle 2012

Celui-ci s'engage formellement, à son tour, à rompre avec les pratiques du passé même s'il s'exprime assez peu sur les sujets de l'Afrique et de la Françafrique. Tout au plus s'est-il clairement engagé à ne pas reproduire des symboles très négatifs tels que le tristement célèbre « discours de Dakar » de Nicolas Sarkozy du 26 juillet 2007 (« l'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire »). Hollande a désigné ce discours comme « profondément blessant ». Par ailleurs, le responsable du PS pour l'Afrique, Thomas Mélonio, a fait paraître en juin 2011 un essai intitulé « Quelle politique africaine pour la France en 2012 ? » Il s'y prononce pour un « accompagnement de la démocratisation » plus clair, une prise de distance plus forte vis-à-vis des dictateurs africains, et pour une extension de la Coopération aux ONG (au lieu des seuls Etats).



Laurent Fabius au Togo lors d'une conférence ?

Cependant, l'ex-premier ministre socialiste Laurent Fabius – représentant le même parti que François Hollande – a entamé plusieurs voyages sur le continent africain, entre décembre 2011 et février 2012. Il y noua des contacts notamment dans trois pays. (1) Au Bénin qui, il est vrai, est plutôt le moins pire en Afrique en matière de démocratie - Nicolas Sarkozy avait aussi visité ce pays à la mi-mai 2006 afin de faire la démonstration d'une démarche prétendument pro-démocratie... (2) Au Togo, gouverné depuis 2005 - à la mort du vieux président Eyadéma Gnassingbé – au pouvoir depuis 1967 et toujours soutenu par la France – par le fils de ce dernier, Faure Gnassingbé. Les massacres lors des élections truquées de 2005, au moment de la succession, devraient être dans toutes les mémoires (plus de 500 morts), même si le pouvoir a su s'y prendre de façon moins visible pour manipuler celles de 2010. (3) Puis, troisième pays visité, Laurent Fabius a aussi honoré le Gabon, dirigé depuis septembre 2009 par Ali Bongo dans la ligne de la plus claire succession dynastique. Dans les trois cas, Laurent Fabius a rencontré les chefs d'Etat respectifs.

togolais, l'ensemble de la démarche fabiusienne n'est pas sans rappeler celle du président sortant.



Ah bon ?

Ainsi, Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères de Sarkozy, peut se permettre de dire dans une interview à « Jeune Afrique » (février 2011) : «*Les rares prises de position de François Hollande ou de son porte-parole Laurent Fabius ne sont qu'un mauvais copier-coller de ce que nous faisons.* »

Nous aimerons pourtant avoir tort...

Berthold Du Ryon



www.survie.org

**Je lutte contre la Françafrique
=
Je soutiens Survie**

L'association (loi 1901) Survie a trois objectifs principaux : ramener à la raison démocratique la politique de la France en Afrique (lutte contre la Françafrique et le néocolonialisme), combattre la banalisation du génocide et réinventer la solidarité internationale par la promotion des Biens Publics mondiaux.

Même si Nicolas Sarkozy a toujours évité l'actuel président

NOUVEAU disponible depuis le 16 février en librairie!



Areva en Afrique **Une face cachée du nucléaire français**

Prix de vente :14€

Contrecarrant « le mythe de l'indépendance énergétique de la France grâce au nucléaire », puisque l'uranium alimentant le nucléaire civil et militaire provient depuis longtemps et pour une large part du sous-sol africain, Raphaël Granvaud détaille les conditions dans lesquelles la France et Areva se procurent un uranium au meilleur coût, au prix d'ingérences politiques et de conséquences environnementales, sanitaires et sociales catastrophiques pour les populations locales.

L'ouvrage est disponible **en librairie** et sur **les tables de presse** des groupes locaux de Survie et de Sortir du nucléaire, sur leur [boutique en ligne](#) et en livraison par la Poste en nous renvoyant le bon de commande ci-joint.

Voir aussi les 4 vidéos de la conférence de presse de lancement du livre :<http://survie.org/publications/les-dossiers-noirs/article/areva-en-afrique>

Jeudi 3 mai 2012, 19h

Assemblée Générale annuelle **Survie Paris Ile-de-France**

Maison des Associations du 3e, 5
 rue Perrée, M° République / Temple



Présentation et discussion du rapport d'activités 2011(début 2012). Bilan financier. Discussions d'orientation. Election du nouveau Conseil d'Administration.

<http://www.survie-paris.org/-agenda-survie-paris-.html>



Elections ou mascarades ? **Vigilance !**

Un **collectif** en place pour **informer et mobiliser** autour des questions d'élections en Afrique.

- ▶ Une **réunion** aura lieu **chaque second jeudi du mois**
- ▶ Un **site internet** présentant le **collectif** est mis en place, relayant **informations, actualités** mais également des **analyses formulées au sein du collectif** sur les enjeux électoraux :

www.electionsafrique.org.

Prochaine réunion : jeudi 10 mai 2012 à 19h – Bourse du travail , 3 rue du château d'eau 75010 Paris.

SENEGAL: Macky Sall, nouveau Président libéral du Sénégal

Le 25 mars 2012, Macky Sall battait à plate couture son ancien mentor Abdoulaye Wade en obtenant 65% des voix au second tour des élections présidentielles du Sénégal. A 50 ans, l'ex-Premier ministre de Wade accède donc à la magistrature suprême, félicité par le Père avant même l'annonce officielle des résultats. La démocratie sénégalaise affirmait ainsi sa maturité aux yeux du monde.

Qui est donc Macky Sall ?



Ancien militant d'And-Jéf (un parti maoïste dirigé par Landing Savané), Macky Sall a rejoint le Parti Démocratique Sénégalais- PDS- (libéral) dès la fin des années 80, ne partageant pas la stratégie de boycott des élections d'And-Jéf. Diplômé de l'institut du pétrole de Paris, cet ingénieur géologue géophysicien est avant tout un technocrate qui hérite au lendemain de l'alternance de mars 2000, de la direction de la Société des pétroles du Sénégal (PETROSEN) – de décembre

2000 à juillet 2001. De mai 2001 à 2007, il devient plusieurs fois ministre (des mines, de l'intérieur) puis Premier ministre le 21 avril 2004 après la quasi destitution d'Idrissa Seck, pressenti comme l'héritier légitime du régime de Wade. Idrissa Seck, qui fut le directeur de campagne d'Abdoulaye Wade pour les élections de 2000 est tombé en disgrâce aux yeux du père, pour s'être positionné (peut être trop tôt) comme le seul héritier idéologique, crime de lèse majesté pour l'héritier biologique (Karim Wade) ainsi que son père qui avaient certainement d'autres projets. Idrissa Seck boira la tasse jusqu'à la lie et ira même en prison en 2005 avant d'être blanchi. Pendant toute cette traversée du désert de l'ancien premier ministre de Wade, Macky Sall était aux commandes du gouvernement. Quel a été son rôle dans l'assassinat politique de Seck ? A-t-il servi sans états d'âme, les basses œuvres des Wade avant que leur courroux ne se retourne contre lui après les élections de 2007 (où il fut le directeur de campagne de Wade) ?

La bonne école de Wade : la real politique

Abdoulaye Wade a quelque chose d'assez troublant dans sa gestion des élites politiques de son propre parti le PDS. En effet, il exécute de façon méthodique tous ceux qui ont l'ambition de lui succéder. Seul maître à bord, il ne supporte aucune excroissance au sein de son parti. Idrissa Seck et Macky Sall en feront les frais. Tous deux directeurs de campagne de Wade (Idrissa Seck en 2000 et Macky Sall en 2007), ils ont eu l'un comme l'autre le tort de n'avoir pas voulu se plier aux exigences du fils biologique de Wade, Karim Wade dont l'ambition commençait déjà à se poser avant 2007 et s'affirma après la réélection de son père. Abdoulaye Wade n'aura pas hérité du surnom de *Diombor*-le lièvre par hasard. Adeptes du *Machiavélisme* politique, l'homme ne prend pas de gants pour exécuter les ambitieux. Gagner par tous les moyens nécessaires, quitte à semer le chaos et à quémander le *Ndigueul* – consignes de vote- des marabouts, Wade sait

manier l'opinion pour la retourner à sa faveur et se jouer de ses ennemis en leur faisant miroiter des promesses jamais tenues. Idrissa Seck l'apprendra à ses dépens en répondant aux appels de Wade alors qu'il se positionnait comme un opposant. Wade se serait joué de lui comme d'une girouette, le discréditant du coup devant les électeurs sénégalais. Arrivé 2^{ème} aux élections Présidentielles de 2007, il n'obtint que 7% des voix aux élections de 2012, loin derrière Macky Sall, son successeur à la Primature. L'école de Wade, faite de coups bas et de trahisons a peut être ses véritables héritiers en Macky Sall et Idrissa Seck.

Macky Sall a cependant gardé une ligne claire en restant dans l'opposition dès la création de son parti l'APR – Alliance Pour la République. Il a su commencer très tôt sa campagne en refusant la candidature unitaire proposée par la coalition Benno Siggil senegaal – Ensemble pour relever le Sénégal. Il a sillonné le pays et l'étranger et fait campagne pendant que les autres candidats contestaient la candidature de Wade. A l'école de Wade le père spirituel, Macky aura appris la meilleure des leçons : les élections se gagnent sur le terrain.

Les jeunes Sénégalais attendent la suite...



Le nouveau Premier ministre de l'ère Sall, Abdoul Mbaye est un banquier, un technocrate aussi, redresseur de banques en difficulté et pas un politique du sérail. Son gouvernement de 25 membres (à comparer à la quarantaine de ministres de l'ère Wade) fait la part belle aux fidèles de Macky Sall et son parti mais s'ouvre à d'autres forces politiques comme le Parti socialiste sénégalais et Rewmi, le parti d'Idrissa Seck (deux ministères chacun).

Cependant, les Sénégalais, qui ont arraché de hautes luttes leur démocratie aux mains des Wade, n'attendent qu'une seule chose : l'amélioration de leurs conditions de vie et la baisse des prix. En nommant Youssou Ndour ministre de la culture et du tourisme, Macky Sall a certainement voulu remercier le self made man sénégalais, magnat de la communication (il dispose d'une chaîne de télévision, d'une radio et d'un journal) et milliardaire pour son combat contre la candidature de Wade et son soutien affirmé entre les deux tours. Gardons quand même à l'esprit que Macky Sall est avant tout un libéral. Il annonce déjà la couleur : « *La principale priorité sera de se mettre au travail* ». Ils n'attendent certainement que ça les jeunes sénégalais, avoir du travail.

Moulzo

MAROC: Le tournant répressif

Une répression féroce qui s'abat depuis plusieurs semaines : expulsion sanglante des militants de chômeurs diplômés à Nador et al Hoceima au prix de dizaines de blessés des locaux qu'ils occupaient, un tabassage en règle des salariés des collectivités locales avec une violence inouïe, l'arrestation à nouveau d'al haked, rappeur contestataire.



Répressions tous azimuts au Maroc

Peu de temps auparavant, les démolitions des logements au prix d'expulsions massives à coup de bulldozer et de gaz lacrymogène dans plusieurs villes du royaume, la guerre ouverte contre le peuple des pauvres à Taza. Et ce qui a ressemblé à une vaste opération de pacification dans la région d'Al hoceima. Est-ce en raison de la volonté de briser net tout climat de revendications sociales ? pour assurer un passage en force des politiques d'austérité qui se profilent à l'horizon ? Ces mêmes revendications sociales, nombreuses, irriguant tout le pays dans de nouveaux fronts de luttes, et qui ont le défaut pour le pouvoir, de ne pas être solubles dans un tour de passe-passe constitutionnel ou une quelconque alchimie électorale ?.

Est-ce qu'il s'agit, par une volonté délibérée d'affrontement, de

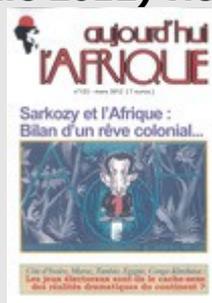
tester les capacités d'intervention des forces de l'ordre entièrement rééquipées et formatées pour faire face aux « débordements sociaux » ? une manière de se préparer sur le terrain réel à la guerre civile qui vient ? . Tant le matériel utilisé que les tactiques d'intervention montrent que le régime a bien travaillé pendant nos manifestations « silmia » du dimanche. Il s'est doté d'un commandement unifié et mobile capable de coordonner dans les conditions les plus diverses l'action répressive : dans les périphéries des villes sur la question du logement, au cœur des grandes villes contre les manifestations syndicales et les actions revendicatives, dans les régions plus enclavées. Mettre sous état de siège, expéditions punitives, répression de masse et ciblée, tactiques de harcèlement et de dispersion, combinaison des services sécuritaires et armées. Faut-il y voir le début d'un scénario plus tragique : la recherche maîtrisée de l'affrontement, militarisé si nécessaire, en espérant qu'elle paralysera pour toute une période l'action des forces militantes et du mouvement populaire ? .

Que cherche donc le pouvoir ? Affaiblir les équipes militantes, démanteler les mouvements sociaux combattifs, décourager la participation populaire. Éviter ce qu'il perçoit comme la maturation d'un « lent embrasement » car le feu couve partout, ne s'éteint pas. Ce n'est pas non plus un hasard que des étudiants en grève de la faim, pour certains depuis de 100 jours, sont l'objet d'un harcèlement digne des années de plomb. La dictature est entraîné d'enlever sa façade démocratique avec le silence complice des puissances impérialistes.

Amin Nasser

Pour suivre l'actualité du Maroc d'un point de vue révolutionnaire : badiltawri.wordpress.com

Aujourd'hui l'Afrique n°123 (de mars 2012) vient de sortir



SOMMAIRE

01. Rompre, enfin, avec la culture coloniale (Francis Arzalier) - 02. Politique africaine de la France. Le bilan néocolonial de Sarkozy (Robert Lejeune) - 05. La mise à mort de l'université ivoirienne (Michel Galy) - 07. France-Afrique. « Coopération militaire » : le bâton et la carotte (Jean Chatain) - 12. Du printemps arabe à l'« hiver des barbus » (Francis Arzalier) - 15. Charles Ravoajanahary, passeur progressiste dans le XXe siècle malgache (J.-C. Rabeherifara) - 19. Le Sahara au cœur de la tourmente (Bernard Bouché) - 22. République Démocratique du Congo. Le fiasco électoral : Une violence inacceptable (Philippe B. Kabongo-Mbaya) - 24. Corne de l'Afrique. Famine et recolonisation meurtrière (Monique Houssin) - 27. Flashes d'actualités africaines (Robert Lavaud) - 29. Notes de lecture (Bernard Couret, Jacqueline Gascuel) 31. Ranohira, Madagascar. « Les Jardins de Lumière » : des espaces partagés créés dans des villages éclairés (Elisabeth Logié) - 33. Accaparements de terres, nouvelle forme de colonialisme

chancelleries occidentales. États-Unis et France, pour des raisons légèrement différentes, l'un voit d'un mauvais œil ses objectifs d'éradiquer le terrorisme islamiste obstrués par un ATT qui considère que cette guerre n'est pas celle du Mali, l'autre veut préserver son assise sur la région et accepte difficilement qu'ATT ait toujours refusé obstinément d'accueillir des troupes françaises sur le sol national. Le président malien a toujours préféré la négociation, voire même un *modus vivendi* avec les différentes organisations armées du Nord Mali.

Dans le même temps, les multinationales enragent de ne pas pouvoir piller les richesses minérales du fait de l'instabilité politique et sécuritaire. En effet, dans cette région se trouvent de l'uranium, comme au Niger, mais aussi du plomb et du zinc.

Le coup d'État comme solution ?

Provenant de la caserne de la ville de Kati, à une quinzaine de kilomètres de Bamako, la mutinerie s'est transformée en un coup d'État, *a priori* pas ou peu préparé. Un coup d'État mené par les hommes de troupes avec très peu d'officiers, ce qui traduit l'exaspération des soldats envoyés au front, dans une guerre contre le MNLA, totalement impréparée. A l'humiliation des défaites successives, s'est ajouté le traumatisme des massacres d'Aguel Hoc, où des soldats prisonniers de guerre ont été égorgés ou tués d'une balle dans la tête. Déjà les prémices de cette crise existaient, quand, fait inédit, des femmes de soldats étaient descendues dans la rue pour exiger des munitions pour les soldats et des nouvelles de leurs conjoints disparus.



Amadou Sanogo, chef de la junte, le 3 avril à Bamako / AFP

Ce coup d'État qui s'est déroulé un mois avant l'élection présidentielle, à laquelle ATT ne concourait pas, divise le Mali tant au niveau politique, syndical que dans la société civile. Deux fronts se sont constitués aux objectifs totalement opposés. Le premier, le Front uni pour la sauvegarde de la démocratie et la république (FUSADER), est opposé au putsch. Il est composé des partis politiques qui soutenaient ATT à l'Assemblée nationale et des deux principales organisations syndicales des travailleurs dont les locaux à la bourse du travail ont été saccagés et un des dirigeants molesté. L'autre, à l'initiative du parti SADI (Solidarité africaine pour la démocratie et l'indépendance) a fondé le Mouvement populaire du 22 février qui se veut le pendant politique du Comité national pour le redressement de la démocratie et la restauration de l'Etat (CNRDRE), expliquant que les putschistes n'ont fait que renverser un simili de démocratie et qu'il s'agit avec ce coup d'état de refonder une véritable démocratie politique et sociale.

La manifestation en soutien aux putschistes appelée par les organisations du Mouvement populaire du 22 février a rassemblé entre 20 et 30 000 manifestants, ce qui est important pour Bamako. Cela traduit l'exaspération des populations qui ne bénéficient pas, loin s'en faut, d'une croissance économique qui

avoisine les 5%^[4].

En effet, les produits de première nécessité ainsi que le prix de l'énergie ont considérablement augmenté, les services publics sociaux, comme la santé ou l'éducation, sont dans un état de délabrement inconnu depuis des années. Alors que dans le même temps une petite caste de privilégiés protégés par ATT s'enrichissait à coup de corruption, de trafic et de spéculation sur les denrées alimentaires, notamment le riz.

Mais cette situation impose prudence et vigilance. En effet, comme le fait justement remarquer le Parti communiste du Bénin^[5] dans sa déclaration, les militaires mutins se sont imposés comme les sauveurs au pays et à la population sans que cette dernière connaisse et *a fortiori* soit partie prenante de l'élaboration d'un programme politique ou du moins des revendications d'urgence à mettre en place. La preuve en est la constitution provisoire qui a été mise en place sans aucune discussion. Ce coup d'État, comme tous les autres, s'est fait au nom des populations, mais en les laissant totalement passives et absentes dans la conduite de leurs destinées. C'est précisément cette erreur originelle qui est dangereuse, car elle ne peut que favoriser l'autonomisation des militaires au pouvoir, et en l'absence de contrôle, de possibilité de révocation par la population, générer une caste prête à tout pour conserver le pouvoir.

Le cas guinéen est symptomatique de cette dérive. La junte, conduite par Dadis Camara, qui a pris le pouvoir à la mort du dictateur Lansana Conté, était acclamée au début par la population, car elle était censée porter un projet populaire. Elle s'est vite transformée en junte dictatoriale qui a pris fin dans un terrible massacre de manifestants au stade de Conakry en septembre 2009.

Le résultat d'une politique

Les avancées récentes, suite aux offensives du MNLA et des islamistes, auraient pu faire bouger les lignes. Du côté du CNRNDRE, on se prononce pour le rétablissement des institutions ; les négociateurs de la CDEAO ne font pas un préalable du retour d'ATT au pouvoir, ils réclament seulement le retour à l'ordre constitutionnel, donc la possibilité d'une transition dirigée, par exemple, par le président de l'Assemblée nationale, après une démission d'ATT qui a lui-même indiqué qu'il était ouvert à toutes solutions susceptibles de régler le problème.

Le front, constitué par des organisations politique, syndicale et de la société civile, est prêt à travailler à une union nationale pour défendre l'unité du Mali. A l'heure où nous écrivons la junte vient d'accepter contre une impunité pour ses membres de revenir à l'ordre constitutionnel.

Les pays occidentaux mesurent la gravité de la situation et le danger d'un vaste territoire contrôlé par les rebelles du MNLA et certains groupes islamiques. Ces mêmes pays, via le FMI et la Banque Mondiale, qui ont passé le plus clair de leur temps à imposer les ajustements structurels qui ont affaibli les États, à soutenir des chefs d'État corrompus et à fermer les yeux sur le sous-développement de régions entières de pays qui ne pouvait générer que frustration et violence voient sous leur yeux le résultat de leur politique. Pour notre part, nous sommes opposés à toute politique qui pourrait aggraver la situation des populations, et l'intervention militaire de la CEDEAO en font partie.

Paul Martial

[1] Voir Notes Internationales CIDOB n°44, janvier 2012 [2] <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/mali/article/sahel-les-refugies-maliens> [3] Interview de RFI au journal Afrique de 8 h 30 le 28/3/20012 [4] La croissance pro-pauvre au Mali, Agence Française de Développement [5] <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/mali/article/un-putsch-qui-ne-peut-rien>

TOUAREGS : Autochtones du Sahel

Depuis plusieurs jours, le monde semble découvrir l'existence d'un peuple jusqu'ici plutôt discret, celui des touaregs. Appelés *Kel Tamasheq* - «Ceux qui parlent le tamasheq» - ou encore les hommes bleus (à cause de leur turban teint à l'indigo qui finit par déteindre sur la peau), les Touaregs sont un peuple de quelques 2 millions d'habitants, éclatés entre cinq pays (le Niger, le Mali, le Burkina Faso, l'Algérie et la Lybie). Au nord, le pays Touareg est en contact avec le domaine méditerranéen et pénètre le sahel au sud. Ce peuple est en quelque sorte le pont entre le Maghreb et l'Afrique noire. Bien qu'éclatés entre différents pays, les Touaregs ont quelques particularités communes : d'abord la culture touarègue, homogène ensuite le fait qu'ils habitent toujours dans les zones les plus arides et les plus difficiles d'accès, souvent loin des capitales politiques. Bien que nomades, beaucoup de Touaregs se sont sédentarisés en s'installant autour de grandes villes comme Agadez au Niger ou Tamanrasset en Algérie ou encore Kidal au Mali.



Un peuple dispersé dans cinq pays

Descendants des premiers habitants d'Afrique du nord, les Touaregs sont des berbères qui disposent d'une écriture le *Tifinagh* et ont en commun la même base linguistique le *Tamasheq*. Ils partagent avec les Maures certaines coutumes comme la cérémonie des trois thé, symbole d'hospitalité. Dernier peuple d'Afrique de l'ouest à être soumis par le colon français, les Touaregs vont être éclatés entre plusieurs pays à l'indépendance de ceux-ci. Souvent ignorés par les nouveaux maîtres des lieux, ils apprennent pourtant à s'intégrer dans ces nations nouvelles tout en revendiquant leur spécificité culturelle. L'organisation sociale des Touaregs est assez rigide, chaque touareg devant rester à la place qui est la sienne : nobles (*inzajeghen*), tributaires (*imghad*), religieux (*ineslemen*), serfs ou anciens serfs (*iklan* ou *Bella* selon la terminologie songhay).

Cependant, « Les Touareg maliens ne peuvent être coulés dans un même moule. Par leur histoire, par leurs migrations anciennes, par leurs implantations actuelles, ils se distinguent les uns des autres. Leur économie, qu'elle soit exclusivement pastorale, pastorale et caravanère, ou encore agro-pastorale, varie en fonction de la région où ils vivent. Appartenant à une même civilisation, les Touareg occupent au Mali un espace qui va de la zone saharienne à la zone soudanienne, ils forment un pont qui relie l'Algérie et le Burkina Faso. Le « pays touareg » malien, à l'extrême nord-est, est si éloigné de la capitale, que Niamey est son débouché naturel, en cas de crise, beaucoup plus que Bamako [1] ». En effet, les *kel Adar* (installés autour de Kidal) sont en lien constant avec leurs cousins du nord (Algérie) tandis que les *Iwellemmeden kel Ataram*, « ceux de l'ouest » (chef-lieu

Manaka) sont plutôt liés à leurs frères du Niger, les *Iwellemmeden kel Denneg*, « ceux de l'est ». Autour de Tombouctou, les Touareg *kel Antesar* et *Tenguerenguif* disposent de titres fonciers sur des terres riches et sont souvent en concurrence avec les autres groupes ethniques (paysans songhai, Peuls). Dans le Gourma et à la frontière du Burkina Faso, les Touaregs s'adonnent à la cueillette et à l'élevage intensif. Il semble donc que les Touaregs sédentarisés se soient adaptés économiquement selon les dispositions naturelles des lieux.



Au Mali, les Touareg ont toujours résisté face à ceux qui voulaient leur imposer un État central. D'abord contre le colonisateur français, ensuite à partir de 1964 contre l'État malien. Ce sont les *kel Adar* (région de Kidal) qui se lèvent contre le nouvel État malien en 1964 alors qu'ils avaient été plutôt discret lorsque les *kel Ataram* résistaient contre l'envahisseur français (ils perdirent beaucoup de guerriers dans cette résistance). La révolte des *kel Adar* durera un an et demi et la répression de l'État malien fut terrible.

A cause de la sécheresse de 1972 et 1973, beaucoup de Touaregs du Mali émigrent vers les pays voisins (Niger, Algérie). Si certains Touaregs maliens installés à Niamey sont rapatriés par camions dès 1974, ceux installés en Algérie (à Tamanrasset) y restent pour profiter de la richesse de la région (grâce au pétrole). En 1990, un incident né au Niger enflamme de nouveau le pays Touareg. Le pays touareg malien entre alors en révolte et la réponse de l'État malien est de nouveau très violente. Fusillades des rebelles, accusation de massacres de femmes et d'enfants touaregs par l'armée malienne (qu'elle dément), cette nouvelle rébellion marque une nouvelle fracture entre le peuple Touareg et l'État malien. Pourtant, la population malienne, sous la dictature de Moussa Traoré, est plutôt sympathisante de cette révolte des Touaregs au nord du pays. A la chute du dictateur, les heurts entre l'État malien et les touaregs ne s'arrêtent pourtant pas. La blessure ouverte lors de la rébellion de 1990 est difficile à soigner.

Les événements en Libye lors de la chute de Kadhafi donneront l'occasion aux Touaregs du MNLA (Mouvement Nationale pour la Libération de l'Azawad) surarmés de s'emparer d'une bonne partie du nord du Mali avant de décréter l'indépendance du pays Touareg.

Moulzo

[1] Edmond Bernus, ORSTOM

Afriques en lutte vers un nouveau départ



Une discussion s'est engagée dans le Groupe de Travail Afrique (GTA) du NPA sur le changement de statut d'Afriques En Lutte (AEL).

Si nous avons voulu dès le départ, faire d'Afriques en lutte une structure ouverte aux expressions venant des différentes organisation de la société civile, des syndicats

et des organisations politiques de la gauche africaine, AEL restait l'émanation du Groupe de Travail Afrique du NPA et à ce titre portait la parole officielle du NPA sur les questions africaines.

L'évolution de la situation tant en France que sur le Continent nous amène à revisiter les formes organisationnelles d'AEL.

Au niveau de la France, la question de la lutte sans concession contre l'impérialisme reste un impératif, comme l'atteste l'actualité récente : Révélation de Bourgi sur les mallettes remplies de billets pour financer des hommes politiques, enquête sur les biens mal acquis des dictateurs soutenus par la France comme Bongo, Nguesso ou Obiang et surtout un interventionnisme grandissant y compris militaire sur le Continent, comme en Côte d'Ivoire, en Libye, ou plus récemment les interférences de la France dans le conflit sahélien qui a joué une nouvelle fois le rôle d'apprenti sorcier en soutenant au départ le MNLA. On connaît les conséquences désastreuses de cette politique. Interventionnisme aussi diplomatique, la dernière en date sont manœuvres de soutien à la réélection de Jean Ping à la présidence de la Commission de l'Union Africaine contre la candidature présentée par l'Afrique du Sud,



Que tous les tyrans dégagent !

Au niveau de l'Afrique nous assistons à plusieurs évolutions. La plus marquante est évidemment le printemps arabe qui a convaincu à grande échelle que les dictatures mêmes celles qui apparaissaient les plus solides pouvaient s'effondrer sous les mobilisations populaires.

Dans le camp de ceux qui luttent contre l'impérialisme une tendance forte apparaît, celle d'un soutien acritique aux dirigeants africains qui ont eu maille à parti avec l'impérialisme, comme pour l'ivoirien Gbagbo ou le libyen Kadhafi. Ces militants n'hésitent pas à tenter des mobilisations de solidarité avec leur politique alors que ces personnages n'ont été que des représentants des fractions de la bourgeoisie de leur pays.

D'autres illusions existent sur le camp des pays prétendument progressistes qui aiderait l'Afrique ou devrait être un exemple pour l'Afrique. On y fait allusion principalement à la Chine qui pourtant ne fait que profiter de la division internationale du travail qui conscrit le rôle de l'Afrique à un immense réservoir de

matière première où l'on peut puiser sans vergogne, sans se soucier des conséquences sociales et environnementale, du moment que l'on fournit aux quelques dictateurs locaux leurs prébendes, prix de leur complicité.



Manifestations en Tunisie contre Ben Ali

Mais l'Afrique c'est aussi ces formidables mobilisations populaires, ces grèves massives comme les fonctionnaires en Afrique du Sud et au Botswana ou dernièrement la grève générale au Nigeria. Ce sont ces manifestations en Ouganda au Burkina Faso contre le pouvoir ainsi que ces mobilisations contre les usurpations de pouvoir comme au Gabon ou au Sénégal.

Ces mobilisations nous les soutenons sans réserves, au même titre que les révolutions tunisiennes, égyptiennes, ou libyennes.

En France, nous le savons le courant anticapitaliste qui regroupe les militant révolutionnaires, la gauche radicale, les libertaires, les écologistes radicaux sont actuellement divisés ce qui se manifeste par des choix organisationnels différents. Certains sont au NPA, d'autre dans des organisations libertaires ou dans le Front de gauche. A cela s'ajoute de nombreuses personnes désorientées par cette division qui se sont mis en retrait provisoire ou militent dans des associations de solidarité internationale. Nous pensons qu'il n'y a aucune raison valable pour que sur la question de l'Afrique, de la solidarité avec les luttes africaines, la dénonciation de l'impérialisme notamment français, les militants anticapitalistes quelque soient leur différences, ne puissent travailler ensemble dans un même cadre organisationnel, qui soit capable de devenir un pôle de référence, tant dans la lutte que dans les débats avec les autres forces de solidarité en France mais aussi avec les organisations progressistes africaines.

C'est pour cela que nous sommes en train de discuter sur la façon de mettre Afriques en lutte à disposition de tous ces militants. Afin que chacun puisse se sentir à l'aise, il apparaît nécessaire qu'Afriques en lutte s'autonomise du NPA au niveau organisationnel, qu'il ne soit donc plus l'émanation du secteur Afrique du NPA mais qu'ils deviennent un outil animé par des militants anticapitalistes africains et français.

C'est donc cette mutation que nous sommes en train de mener. Bien sûr des sensibilités et des différences d'approches se font jour, mais l'objectif est unanimement partagé, et déjà nous pouvons lancer un appel à tous les personnes qui sont intéressées par cet objectif de construire un pôle internationaliste, anti impérialiste fort de soutien aux luttes des populations en Afrique à nous rejoindre et faire vivre une « Afriques en lutte » désormais autonome.

Paul Martial

MADAGASCAR : Il y a 65 ans, l'insurrection de mars 1947 ou la Troisième guerre franco-malgache

L'écrivain malgache Raharimanana introduit comme suit son exposition intitulée *47, Portraits d'insurgés* : « Une sonorité pour commencer : quarante sept. Une graphie pour continuer : 47. Des syllabes qui claquent sur la noirceur et deux chiffres, 4, 7, indissociables, détachés du temps, figeant l'histoire, ramassant la mémoire, troublant le cours des choses et bousculant la compréhension du monde. Sur l'île, on sait, on ne saisit pas toujours. Savoir mais ne pas pouvoir. Pouvoir se rappeler, retracer dans le détail, dans la froideur de la dissection, tenir l'histoire et redire les faits pour héritage. »

Le 29 mars 1947 éclate à Madagascar une grande insurrection nationaliste pour l'Indépendance : sa violente répression par les autorités françaises a produit un traumatisme pour des générations de Malgaches... y compris celles de maintenant... 1947 : l'un des plus grands massacres coloniaux de son époque, un massacre commis par l'un des vainqueurs du nazisme, par ceux qui ont vu de près les horreurs de la guerre... 89 000 morts : chiffre de l'Etat-major de l'armée française en 1949...

1947 c'est l'exacerbation, l'apogée de la série de résistances populaires sur la Grande Île de l'Océan Indien depuis la fin du XIX^e siècle, résistances à la conquête impérialiste, puis à l'annexion et ensuite à la domination coloniale.

Dans le dernier quart du XIX^e siècle, le trop-plein de capitaux des puissances industrialisées occidentales doit être exporté vers le reste du monde « retardataire » (du point de vue du développement du capitalisme). L'exportation des capitaux, c'est-à-dire la mainmise du capital financier sur l'économie des pays non-industrialisés devient l'objectif central des menées colonialistes. Désormais, la concurrence se transforme en son contraire, le monopole : la compétition inter-impérialiste caractéristique de la phase de la libre concurrence joue moins que la recherche d'un accord entre les puissances industrielles monopolistiques pour le partage du monde... et, dans ce contexte, l'erreur de la monarchie malgache était de penser pouvoir continuer de louvoyer entre impérialisme anglais et impérialisme français... La Conférence de Berlin de 1885, ponctuant cette évolution, sert aux puissances européennes à se partager (en dépit de leurs différends) l'Afrique dans sa totalité.

La première guerre franco-malgache de cette fin de siècle éclate en 1885... À la fin de celle-ci, l'[Angleterre](#) accepte les prétentions de la France à exercer son influence sur Madagascar et un traité d'alliance franco-malgache est signé le 17 décembre 1885 par la reine malgache [Ranavalona III](#). Le 5 août 1890 est signée la convention franco-britannique (simple accord entre impérialistes) qui, contre le protectorat anglais sur Zanzibar et Pemba, reconnaissait celui français sur Madagascar. Des désaccords sur l'application du traité de 1885, servent de prétextes à l'invasion française de 1895, dans le cadre de ce qui sera la deuxième guerre entre les deux pays.

Le développement de guérillas de résistance paysanne, celles des [Menalamba](#) dans le centre de l'île, puis celles des Sadiavahy dans le sud, conduisent la France à dépasser en 1896 le protectorat et à imposer l'annexion de Madagascar et l'exil de la reine à [Alger](#). La « pacification » menée par le général [Gallieni \(1896-1905\)](#) est brutale. Au total, les conséquences de la répression se traduisent par la disparition d'environ 100 000 personnes, sur une population totale de moins de trois millions d'habitants. Gallieni s'applique à réaliser sa « politique des races », opposant les groupes ethniques entre eux. Les autochtones, soumis au régime

de l'[indigénat](#), perdent tout droit et toute représentation spécifique. Les écoles subissent une francisation forcée et perdent une bonne partie de leurs effectifs. Le pouvoir colonial entame la mise en dépendance totale de l'économie malgache et la « mise en valeur » de la nouvelle colonie pour le profit des colons et de la métropole.

Les guérillas paysannes sont vaincues vers 1910. En 1915 apparaît un mouvement de résistance d'une autre nature, celui des VVS (Vy-Vato-Sakelika ou Fer-Pierre-Ramifications) – mouvement résistance légaliste d'intellectuels – qui défend la culture malgache, revendique l'accès des autochtones à la citoyenneté et subit aussitôt une violente répression. Le 19 mai 1929, une grande manifestation de Malgaches et de progressistes français à travers les rues de la capitale exprime pour la première fois la revendication d'indépendance. Puis ce sera l'éveil du mouvement ouvrier qui culminera, dans la foulée du Front populaire, avec la légalisation des syndicats. Le déploiement du mouvement syndical va favoriser l'émergence des organisations politiques dont le PCR/SFIC (Parti communiste de la région de Madagascar/Section française de l'internationale communiste) en 1938, parti qui va vite être sabordé pour des raisons encore à déterminer...

C'est tout cet héritage de résistance que capitalise à sa création, en 1946, le jeune MDRM (Mouvement démocratique de la rénovation malgache) dirigé notamment par Joseph Rasetra, Joseph Ravoahangy et Jacques Rabemananjara qui vont devenir les premiers députés malgaches de l'Assemblée constituante française alors que la crise du colonialisme donne toute sa mesure et que des perspectives réformistes de décolonisation commencent à se dessiner : le MDRM est d'ailleurs vite débordé sur sa gauche par des organisations radicales entristes, le JINI (Jeunesse nationaliste) et le PANAMA (Parti national malgache). Pour contrer l'implantation rapide du MDRM qui couvre en très peu de temps toute l'île, les autorités françaises encouragent le développement du PADESM (Parti des déshérités de Madagascar), un parti qui va regrouper la partie de l'élite acquise quelques formes de tutelle française.



L'insurrection qui a éclaté le 29 mars 1947 est matée par une violente répression et servira de prétexte à la dissolution du MDRM par les autorités françaises. Cette insurrection pour l'indépendance est active à travers le MDRM et les activistes du JINI et du PANAMA. Elle débute dans le quart sud de l'île et sur la côte-sud-est. Elle s'étend jusqu'à la région de [Tananarive](#) dans le centre et à toute la région des hautes terres, de [Fianarantsoa](#) au [Lac Alaotra](#), au nord de Tananarive, en avril 1947. Les insurgés voient rapidement leur nombre augmenter. Les paysans du sud de l'île les rejoignent. Les insurgés s'en prennent aux Français mais aussi aux Malgaches travaillant pour l'administration coloniale (forces de l'ordre et autres).

Les troupes françaises sont environ 8 000 dans l'île au début de l'insurrection. En un an, le contingent est porté à 18 000 hommes et, dès mai 1947, l'insurrection recule. La répression est typique de celle des guerres coloniales : nombreux massacres touchant largement la population civile dont les femmes et les enfants. Un haut fonctionnaire évoquera un « Oradour malgache » à propos du massacre commis dans la petite ville de Moramanga (dans le centre-Est).



Convoi militaire français, à **Madagascar**, le 25 septembre **1947** (AFP)

Les troupes coloniales, renforcées notamment par des « tirailleurs sénégalais », mettent un an pour venir à bout de la guérilla. Des élus du MDRM, parti pourtant légaliste et hostile à l'insurrection, députés malgaches à l'Assemblée nationale, Joseph Ravoahangy et Joseph Raseta sont arrêtés, déchus de leur immunité parlementaire et condamnés à mort. Peine commuée par la suite en prison à vie.

L'évaluation officielle des victimes de la « pacification » après-1947 continue à faire débat jusqu'à aujourd'hui. Une mission d'information de l'Assemblée de l'Union française fin 1948 établit un premier bilan à 89 000 morts (plus de 2% de la population malgache de l'époque). Révisé « officiellement » à 11 000 quelques temps plus tard par l'Etat colonial. Mais à l'époque, personne ne remet en question la terrible violence de la répression infligée par l'armée française au peuple malgache. Certains analystes malgaches et étrangers avancent le chiffre de 100 à 200 000 morts. Pour les historiens révisionnistes, de tels chiffres sont loin de la réalité : « *Il a pu y avoir jusqu'à 40 000 morts à Madagascar en 1947-1948. Mais plus des trois-quarts sont imputables à la maladie et à la malnutrition qui ont frappé des populations en fuite, le plus souvent sous la contrainte des insurgés.* »

Les victimes comprennent une grande majorité de Malgaches, tués lors des affrontements, fusillés avec ou sans procès, morts dans les camps d'internement, d'épuisement ou de faim, dont beaucoup de femmes et d'enfants, après avoir fui leur village pour se réfugier en forêt, quelques milliers de membres des forces de l'ordre ou de l'administration coloniale tués par les insurgés, des centaines de tirailleurs sénégalais, souvent envoyés en première ligne, ainsi que des colons français.

L'insurrection malgache de mars 1947, un des événements les plus sombres de l'histoire coloniale française. D'aucuns considèrent sa violente répression comme le modèle de la « guerre révolutionnaire » qui va être appliquée par Mesmer au Cameroun neuf ans plus tard pour détruire l'UPC (Union des populations du Cameroun). Elle est aussi souvent considérée comme l'un des signes avant-coureurs de la décolonisation en Afrique francophone.

En janvier 1951, quand l'ordre colonial régnait de nouveau sur la Grande Île, François Mitterrand, alors ministre de la France d'outre-mer indique dans un discours que l'« *avenir de*

Madagascar est indéfectiblement lié à la république française ». Après la défaite française en Indochine en 1954, la loi-cadre Defferre de 1956 prévoit le transfert du pouvoir exécutif aux autorités locales. Dans le cas malgache, ceci permet en juillet 1958 l'accès à la tête du gouvernement de Philibert Tsiranana, un ancien leader du PADESM, devenu député en 1956. Le 14 octobre de la même année, la République malgache est instituée par le pouvoir colonial, suivie le 26 juin 1960 de la proclamation de l'indépendance.

L'insurrection défaite de 1947-1949 est commémorée par un jour férié à Madagascar chaque 29 mars depuis 1967 seulement.

Pierre Sidy

Exposition - 47 Portraits d'Insurgés

par RAHARIMANANA & PIERROT MEN

Dire l'Histoire et « reprendre mémoire ». Le photographe Pierrot Men et l'écrivain Raharimanana sont ici rassemblés pour une exposition témoignage sur une blessure de la mémoire, Madagascar 1947, l'une des plus violentes répressions survenues dans les colonies françaises.



Madagascar, plus de soixante ans après l'insurrection de 1947, l'écrivain Raharimanana redit les voix qui se sont perdues. Le photographe Pierrot Men fait ressurgir les regards oubliés. De simples femmes, de simples hommes, témoins, entre 82 et 99 ans. Leurs portraits sont nos guides, résolument vivants, survivants, d'un passé gommé des esprits. Leurs témoignages, à la mémoire intacte, les accompagnent. Ils nous rappellent la nécessité de dire l'histoire, pour comprendre les maux et rêves d'aujourd'hui.

Les zoos humains hier... et aujourd'hui ?

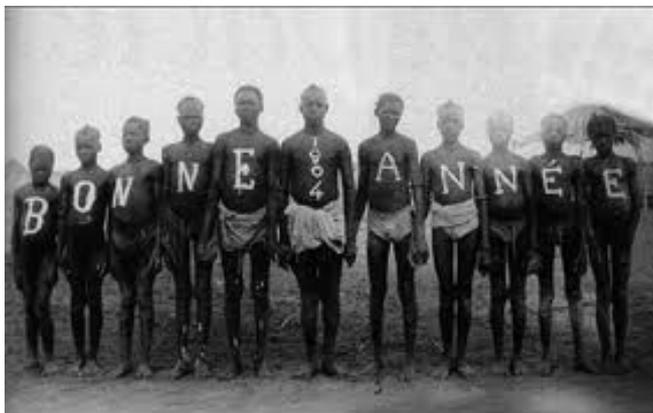
Au musée du Quai Branly, à Paris, se tient jusqu'au 3 juin l'exposition *Exhibitions. L'Invention du sauvage*, qui fait (re)découvrir l'histoire des zoos humains. Plus de 500 pièces réunies dans une scénographie originale pour rappeler l'atroce histoire d'êtres humains réduits à une animalité infériorisée, la colonisation des territoires, des corps et des esprits.



Dans le rôle du commissaire général de l'expo, Lilian Thuram, footballeur investi dans le combat antiraciste, plus d'une fois victime d'insultes

racistes et de cris de singe à son entrée sur les stades. Rappelons que les arrière-grands-parents d'un autre footballeur, Christian Karembeu ont, eux aussi, été exhibés en 1931, croyant venir à Paris représenter dignement la Kanaky.

Il était une fois... Christophe Colomb. En 1492, il rentre de son premier voyage en Amérique avec six natifs qu'il présente à la cour d'Espagne. C'est le début de l'exhibition, parfois dans des cages, de milliers de « sauvages » dans les cours royales européennes, pratique qui connaîtra son apogée au XIX^e siècle, âge d'or du racisme scientifique qui prétend légitimer l'entreprise coloniale. L'Africain, chaînon manquant entre l'homme et le singe !



Cette mise en scène de l'exotisme va toucher plus d'un milliard quatre cent millions de curieux(euses) au gré des expositions coloniales, cirques, jardins d'acclimatation, foires ou musées.

Cette pratique va se répandre, installant de façon pérenne dans les mentalités l'idée perverse d'une rupture entre deux humanités. Ce type de spectacle devient un genre à part entière, l'industrie du spectacle exotique.

L'ethnologie se fait outil de propagande politique : pour justifier la conquête, les « sauvages » sont présentés nus, rongant des os, cruels et cannibales.

Les nombreuses pièces (peintures, affiches, photos) montrent avec une évidence particulièrement crue faite pour choquer et interpeller, ce processus qu'est la construction du sauvage, et dont le symbole pourrait être la Vénus Hottentote, disséquée après sa mort pour prouver l'infériorité de sa « race ».

Une création idéologique qui a pour but la construction d'une pyramide humaine au sommet de laquelle s'impose l'homme blanc. Les déclarations récentes d'un Claude Guéant sont un pur produit de cette mentalité toujours vivace, dont le racisme alimente le colonialisme et vice versa.

Théâtralité de cette exposition, avec décor, mise en scène, costumes, récits, personnages et spectateurs/trices. Étrangeté, malaise, jeux d'ombre et lumière, miroirs déformants qui interrogent notre propre regard et notre capacité à penser l'unicité et l'altérité.

Le divertissement a été une porte d'entrée pour les thèses racistes, ségrégationnistes et eugénistes qui ont ainsi pu pénétrer les opinions publiques sans violence apparente.

« Pour déconstruire notre regard sur l'autre, il est nécessaire de décoloniser nos imaginaires », analyse Pascal Blanchard, historien, co-fondateur de l'ACHAC (Association pour la connaissance de l'histoire de l'Afrique contemporaine) et commissaire scientifique de cette exposition avec Nanette Jacomijn Snoep.

La vidéo de clôture de Vincent Elka pose une question dérangeante : *Qui est votre sauvage?* Serions nous donc tou-te-s le sauvage de l'autre? L'artiste rend absolument criant le lien avec les discriminations actuelles : Roms, homosexuel(le)s, handicapé(e)s, musulman(e)s, marginaux(nale)s, les stigmatisé-e-s ont la parole.

Aujourd'hui encore, les minorité visibles, par opposition à une majorité dominante forcément blanche, les immigré(e)s de la x^e génération, les personnes « issues de la diversité », autant de périphrases pour désigner les descendants de l'immigration post-coloniale, n'ont le choix, pour répondre à l'obligation d'intégration, qu'entre l'assignation à l'invisibilité ou la reproduction des stigmates stéréotypés d'un imaginaire colonialiste.

Gisèle Felhendler



L'invention du sauvage – Du 29 novembre 2011 jusqu'au 3 juin 2012, le musée du quai Branly

A lire



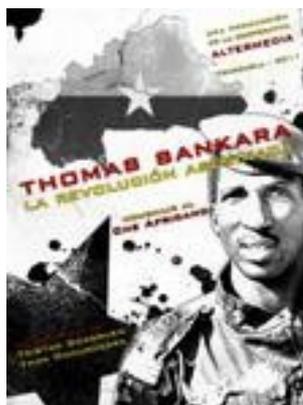
La Chiva colombiana de Christophe Ngalle Edimo et Fati Kabuika

© Edimo/Kabuika/Les Enfants Rouges

Quand, avec la complicité d'une jeune maison d'édition française, la BD africaine nous transporte en Colombie pour nous offrir un album qui devrait faire date, on ne peut que se réjouir de le voir en librairie...

Le dessin atypique de Fati Kabuika, dont la mise en couleur est surprenante, ainsi que le découpage des planches qui semblent avoir été réalisées dans l'urgence, conviennent parfaitement au récit conçu et orchestré à distance par Edimo. L'album nous transporte dans un univers où la pitié n'est certes pas de mise mais où, pourtant, la chaleur humaine et l'amitié sont présentes tout au long du récit, comme dans un parcours initiatique... Cet album, extrêmement original par sa facture, est une première dans le genre, comme le fut *Missy* du Congolais Hallain Paluku, dans un autre style, mais tout aussi surprenant : deux OVNI à l'avant-garde de la BD africaine, mais à six ans d'intervalle. Il est grandement temps que des éditeurs s'intéressent à la publication et à la promotion de tels ouvrages, trop méconnus des lecteurs d'Europe et d'Afrique...

A voir



Thomas Sankara, la révolution assassinée

de Tristan Goasguen et Yann Manuguerra

S'appuyant sur les témoignages de ses proches, ses amis, ses alliés politiques, le film, réalisé à destination de la télévision du Venezuela TVES, donne à voir le destin particulier de Thomas Sankara ainsi que celui de la Révolution burkinabè.

Grâce à des interviews d'universitaires et d'intellectuels du Burkina, il analyse l'occultation de la mémoire de la période révolutionnaire depuis la mort de Sankara, sachant que ses assassins sont toujours au pouvoir, et ce, depuis 25 ans.

Cases Rebelles, émission web de révolutionnaires noirEs en colère



<http://www.cases-rebelles.org>